

Copies X: IP/I, library
Cover X: I. C. Am

La Lettre d'Informations ouvrières

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Nos 131-132-133
ISSN-0183-9527

Mardi 3 mars 1979

Prix : 1 F

XXII^e Congrès (extraordinaire) de l'OCI pour la reconstruction de la IV^e Internationale
24, 25, 26 et 27 mai 1979 - Paris

PROJET DE RAPPORT POLITIQUE SOUMIS A LA DISCUSSION

Se dégager dans l'activité politique de la pression des appareils pour aider la classe à se dégager de la tutelle des appareils exige de partir des faits, de leur enchaînement, de la compréhension précise de leur développement.

Le marxisme nous oblige à tenir un compte des plus exacts des rapports de classe et des particularités concrètes de chaque moment de l'histoire.

Quels sont donc les faits objectifs rigoureusement établis, sur lesquels l'organisation doit se guider aujourd'hui pour déterminer ses tâches et les modalités de son action ?

Nous partons pour définir notre action politique de cette position : la crise révolutionnaire qui mûrit dans la crise de décomposition du régime de la Ve République est accessible aux masses laborieuses et à la jeunesse. Nous en faisons découler que les tâches politiques et d'organisation sont accessibles à une avant-garde qui se dégage de la lutte des masses.

Partir des faits, c'est être capable de comprendre concrètement comment l'étape précise dans laquelle nous sommes s'articule dans la longue agonie de la Ve République, pour déboucher sur l'irruption de la crise révolutionnaire. Le rappel des positions de l'OCI, exprimées dans les congrès, les CC, « La Vérité » et les « Lettres d'IO » fournit un tableau saisissant du développement de la situation ainsi d'ailleurs que de la précision avec laquelle l'OCI a apprécié les événements. Commençons par citer la résolution du XX^e Congrès qui distinguait quatre phases dans l'existence de la Ve République :

« Première phase : 1958-1963

Après le coup d'Etat de 1958 et la capitulation sans combat des dirigeants du mouvement ouvrier, dans cette période de recul pour la classe ouvrière, le bonapartisme prend sa physionomie spécifique.

De Gaulle, pour régler la question algérienne, exploite et utilise les contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat, érigant son propre pouvoir comme source unique du règlement de toutes les questions soulevées par la vie sociale, politique et économique du pays. Il assure ainsi sa prépondérance « personnelle » sur un Parlement dont il rogne les pouvoirs sans le supprimer et sur l'armée qu'il doit casser pour garantir les intérêts généraux de la bourgeoisie contre les intérêts particuliers de l'une de ses couches.

En prétendant maintenir jusqu'au bout les intérêts particuliers « coloniaux », de celle-ci, l'armée risquait en effet d'entraîner à la dislocation l'ensemble de l'Etat bourgeois.

De Gaulle ne peut réaliser cette tâche qu'en s'appuyant sur les appareils du mouvement ouvrier, en même temps qu'il en reçoit le soutien.

Deuxième phase : 1963-1968

De Gaulle, dans ces conditions, ne peut instaurer qu'un régime de bonapartisme bâtarde et inachevé. A la fin de la guerre d'Algérie, il se donne les moyens constitutionnels devant lui permettre de « réguler » les rapports entre « le capital et le travail », selon un type de relations bonapartistes. Il affronte la classe ouvrière dans son secteur minier, en mars 1963. Mais la grève générale des mineurs le contraint à reculer et porte un coup d'arrêt au reflux consécutif à 1968.

De 1963 à 1968, par une série de mesures et de réformes, de Gaulle entreprend d'achever la « bonapartisation » des institutions politiques, économiques et sociales. Cette politique entre en contradiction avec la remontée de l'ensemble de la classe ouvrière. Les mesures et les réformes restent plus ou moins suspendues en l'air, comme des cadres vides, ce qui ne signifie rien d'autre qu'elles soient sans conséquences.

La classe ouvrière, à partir de la défense de ses organisations, de ses conquêtes sociales, de ses droits qui ont été préservés, amorcée, en 1963, un combat qui culminera dans la grève générale de 1968.

Troisième phase : 1968-1974

Après la trahison de la grève générale, le bonapartisme gaulliste ne survit que grâce à l'appui des appareils contrôlant le mouvement ouvrier. Mais, très vite, les conséquences de la grève générale représentent pour toutes les classes une première vérification que la forme bonapartiste de la domination de classe a épuisé ses effets. La chute de De Gaulle, en avril 1969, est la conséquence directe de la grève générale, trahie mais non battue. La classe ouvrière entraîne les masses laborieuses de la ville et de la campagne dans le conflit politique opposant Pompidou-Giscard à de Gaulle et dénoue ce conflit. Rappelons également que le front unique de fait réalisé par les centrales syndicales ouvrières CGT - FO - FEN et les partis ouvriers PS-PCF est réalisé après que le Congrès confédéral Force ouvrière, sur la base d'une résolution commune entre les réformistes et les révolutionnaires, appelle au vote « non ».

Rappelons également que la CFDT d'une part, le PSU, la Ligue, LO et les maoïstes, aujourd'hui l'extrême-gauche de l'Union de la gauche - front populaire, de l'autre, appellent à l'abstention.

La chute de De Gaulle, en avril 1969, déséquilibre l'ensemble des relations politiques institutionnalisées en 1958/1962 par le bonapartisme de la Ve République. Les efforts de Pompidou, de Chirac, puis ceux de Giscard, appuyé dans un premier temps par Chirac, en vue de s'échapper l'échec vers le Parti socialiste, pour rééquilibrer les relations politiques, ne peuvent aboutir.

« La transition d'un système de gouvernement à un autre, qui correspond mieux aux besoins du capital financier, équivaut à une crise politique qui, sous l'influence du prolétariat révolutionnaire, peut devenir un péril social pour le bourgeois. » (L. Trotsky, 1934)

1968-1963, 1963-1968 marquent deux phases de l'existence de la Ve République. En 1968, une nouvelle période de la révolution prolétarienne s'ouvre, internationalement et en France. Les phases suivantes de l'existence de la Ve République vont s'inscrire dans cette période. Entre 1969 et 1974, sous la direction de Pompidou, la Ve République, décidément étalée, se poursuit.